

**ACCORD-CADRE ALLOTI RELATIF A DES PRESTATIONS
D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR
L'ORGANISATION DES EXPOSITIONS TEMPORAIRES DU
MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN

SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	3
2.	PRESENTATION DE L’ACCORD-CADRE	4
3.	MONTANT ET FORME DE L’ACCORD-CADRE	5
4.	DUREE DE L’ACCORD-CADRE	5
5.	LIEUX D’EXECUTION DE L’ACCORD-CADRE.....	6
6.	POLITIQUE D’ACHATS RESPONSABLES DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC	ERREUR!
	SIGNET NON DEFINI.	
7.	INTERVENANTS DE L’ACCORD-CADRE	7
8.	PIECES CONSTITUTIVES DE L’ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
9.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 1	9
10.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 2	11
11.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 3	12
12.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	14
13.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	16
14.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	17
15.	VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	18
16.	MODALITES D’EMISSION ET D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	19
17.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	20
18.	MODALITES DE REGLEMENT	21
19.	PENALITES	22
20.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
21.	RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	23
22.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS	24
23.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	24
24.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	26
25.	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	27
26.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	27
27.	DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	27

1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

2. PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre alloti a pour objet des prestations d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre de la scénographie des expositions temporaires du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

Dans le cadre du suivi et du développement des scénographies et des activités des expositions temporaires, le service des expositions du musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite renforcer son expertise technique.

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac organise en moyenne huit expositions temporaires par an, la majorité d'entre elles est accompagnée d'une scénographie particulière faisant l'objet d'un marché public. Le présent accord-cadre alloti ne se substitue pas aux marchés de scénographie régulièrement publiés mais a pour objet des prestations d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans le cadre de la scénographie desdites expositions temporaires.

En sus du Plateau des collections, le musée du quai Branly – Jacques Chirac dispose de quatre espaces d'expositions temporaires. A titre indicatif et non contractuel, le volume d'expositions temporaires du musée est de :

- 2 expositions annuelles en Galerie Jardin, (2000 m²),
- 2 expositions annuelles en Mezzanine Est (750 m²),
- 1 exposition annuelle en Galerie Marc Ladreit de Lacharrière (325 m²),
- 3 expositions annuelles en Mezzanine Centrale, l'Atelier Martine Aublet, (150 m²)

Les lots regroupent des prestations récurrentes et liées à un projet d'exposition temporaire en particulier ou à l'élévation d'éléments scénographiques pérennes. Tout ou partie des prestations objets des présents lots sera commandé au fur et à mesure de l'avancement de chaque projet et des besoins d'assistance identifiés par le musée au regard de leur évolution.

Les détails techniques des prestations sont précisés dans les articles 9, 10 et 11 du présent CCPC.

2.2 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots séparés
1	Prestations d'assistance à la conduite d'opérations de pilotage et de coordination générale des chantiers de montage et de démontage des expositions temporaires

2	Prestations de conception et dessin technique de pièces de mobilier scénographique des expositions temporaires
3	Prestations d'assistance à la mise en place d'outils, d'opérations ou de collecte d'informations visant à intégrer une démarche de réduction de l'impact environnemental et d'économie circulaire dans l'organisation des expositions temporaires

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent accord-cadre ne comprend aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

3. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Les lots du présent accord-cadre sont conclus à prix unitaires uniquement. Les prix unitaires sont indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Les lots du présent accord-cadre comportent un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, décrits ci-dessous.

N°	Intitulé du lot	Forme du lot : mono attributaire ou multi attributaire	Montant maximum de la part à commandes sur la durée totale de l'accord-cadre
1	Prestations d'assistance à la conduire d'opérations de pilotage et de coordination générale des chantiers de montage et de démontage des expositions temporaires	Mono attributaire	200.000 € HT
2	Prestations de conception et dessin technique de pièces de mobilier scénographique des expositions temporaires	Multi attributaire	30.000 € HT
3	Prestations d'assistance à la mise en place d'outils, d'opérations ou de collecte d'informations visant à intégrer une démarche de réduction de l'impact environnemental et d'économie circulaire dans l'organisation des expositions temporaires	Mono attributaire	70 .000 € HT

Les lots du présent accord-cadre seront exécutés par bon de commande en application de l'article R2162-13 du Code de la commande publique, et dans les conditions définies dans le présent document.

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chacun des lots est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision tacite de la personne publique.

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Cette durée est appréciée à compter de la date de notification au titulaire. Cette date sera communiquée par l'envoi d'un message via la plateforme des achats de l'Etat avec accusé de réception à l'ensemble des opérateurs économiques retenus.

En application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale de chaque lot ne pourra dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de chaque lot peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations seront en grande majorité réalisées dans les espaces d'exposition du musée du quai Branly – Jacques Chirac – 222 rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS et dans les locaux du titulaire.

Elles pourront se dérouler ponctuellement :

- Dans les locaux administratifs du musée du quai Branly – Jacques Chirac ;
- Dans les locaux de prestataires extérieurs.

6. POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations relevant des marchés publics et accords-cadres, les prestataires du musée s'engagent, dans leur domaine d'activité, a minima, à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;

- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

7. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Conduite de l'accord-cadre

La Direction du développement culturel du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite de l'accord-cadre.

7.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le(s) titulaire(s) ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement de chacun des lots ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCP commun sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

7.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale est interdite.

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-PI, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre.

7.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-PI sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

8. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et ses annexes :
 - o Annexe 1 : le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
 - o Annexe 2 : demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance (DC4).
- Le présent cahier des clauses particulières commun (CCPC) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- L'offre technique du titulaire remis à l'appui de son offre.

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

9. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 1

9.1 Description générale des prestations

Le lot 1 concerne les prestations d'assistance à la conduite d'opérations de pilotage et de coordination générale des chantiers de montage et de démontage des expositions temporaires.

Les titulaires seront sollicités pour fournir des prestations d'assistance dans le cadre de suivi de chantier de montage et de démontage des expositions temporaires.

Durant la phase des travaux de montage ou de démontage de l'exposition temporaire, les titulaires seront amenés à assister le maître d'ouvrage dans l'organisation des travaux à mener par les différentes entreprises, notamment ils identifieront les particularités à prendre en compte en termes d'ordonnancement et de délais.

Ils participeront à la vérification de l'ordonnancement et à la prise en compte de l'ensemble des interventions préalables au démarrage des travaux, notamment l'élaboration et la visite d'inspection communes, l'élaboration et la signature du plan de prévention, les constats d'huissiers, les échanges avec le bureau de contrôle ainsi que les opérations de travaux d'exploitation qui auront été préalablement recensées auprès de la Direction des Moyens Techniques et de la Sécurité de l'Etablissement.

Ils participeront à l'élaboration des outils nécessaires au lancement et au suivi des opérations, tels que la liste de l'ensemble des intervenants, le planning général des opérations identifiées par intervenant, la synthèse des principes d'accès et de sécurité/sûreté du chantier.

Les titulaires assisteront le maître d'ouvrage dans l'organisation et le pilotage des réunions de coordination générale du chantier (réunion de préparation, de validation des prototypes et de suivi de chantier), ils participeront à la rédaction des compte-rendu des actions à mener et suivra leur déroulement. Les titulaires suivront également l'avancement des travaux en cours et alerteront le maître d'ouvrage de tout risque de retard ou de conflit d'interface. Ils l'assisteront, en collaboration avec le maître d'œuvre et les entreprises, dans la recherche des solutions organisationnelles permettant de rectifier tout retard constaté, de gérer les interfaces conflictuelles.

Ils assisteront le maître d'ouvrage dans les phases de réception des travaux et suivront plus particulièrement les opérations préalables à la réception des travaux (OPR) et à la levée des réserves éventuellement émises lors de cette phase.

Ce lot se décompose en trois catégories de prestations :

- Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Galerie Jardin ;
- Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Mezzanine Est ;
- Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Mezzanine Marc Ladreit de Lacharrière ;

9.2 Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Galerie Jardin

Les prestations décrites dans l'article 9.1 concernent, dans le cadre de cette mission, des expositions temporaires présentées dans un espace de 2 000 m² et présentant un nombre d'œuvre compris entre 250 et 400.

Pour les opérations de montage des expositions présentées dans l'espace de la Galerie Jardin, l'ensemble des prestations décrite dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 11 à 13 semaines décomposée comme suit :

- Le travail préparatoire au chantier de ces expositions dure en moyenne 3 à 4 semaines.
- Le chantier de montage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations de raccordement des alimentations électriques, du pré-positionnement du matériel d'éclairage et de l'installation du matériel audiovisuel, dure en moyenne de 5 à 6 semaines.
- Le chantier d'accrochage et d'installation des œuvres de ces expositions dure en moyenne 2 semaines. Il est suivi d'une période de 2 à 3 jours dédiée aux opérations de finitions (éclairage, peinture, signalétique directionnelle, etc.).

Pour les opérations de démontage des expositions présentées dans l'espace de la Galerie Jardin, l'ensemble des prestations décrites dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 2 semaines décomposée comme suit :

- Le chantier de démontage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations désinstallation des alimentations électriques, du matériel d'éclairage du matériel audiovisuel, dure en moyenne 2 semaines.

9.3 Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Galerie Germain Viatte (Mezzanine Est)

Les prestations décrite dans l'articles 9.1 concernent, dans le cadre de cette mission, des expositions temporaires présentées dans un espace de 600 m² et présentant un nombre d'œuvre compris entre 150 et 200.

Pour les opérations de montage des expositions présentées dans l'espace de la Mezzanine Est, l'ensemble des prestations décrites dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 9 à 10 semaines décomposée comme suit :

- Le travail préparatoire au chantier de ces expositions dure en moyenne 3 à 4 semaines.
- Le chantier de montage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations de raccordement des alimentations électriques, du pré-positionnement du matériel d'éclairage et de l'installation du matériel audiovisuel, dure en moyenne 4 semaines.
- Le chantier d'accrochage et d'installation des œuvres de ces expositions dure en moyenne 2 semaines. Il est suivi d'une période de 2 à 3 jours dédiée aux opérations de finitions (éclairage, peinture, signalétique directionnelle, etc.).

Pour les opérations de démontage des expositions présentées dans l'espace de la Mezzanine Est, l'ensemble des prestations décrite dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 2 semaines décomposée comme suit :

- Le chantier de démontage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations désinstallation des alimentations électriques, du matériel d'éclairage du matériel audiovisuel, dure en moyenne 2 semaines.

9.4 Missions relatives au montage ou au démontage d'expositions temporaires dans l'espace de la Galerie Marc Ladreit de Lacharrière

Les prestations décrite dans l'articles 9.1 concerne, dans le cadre de cette mission, des expositions temporaires présentées dans un espace de 450 m² et présentant un nombre d'œuvre compris entre 75 et 150.

Pour les opérations de montage des expositions présentées dans l'espace de la Galerie Marc Ladreit de Lacharrière, l'ensemble des prestations décrites dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 6 à 8 semaines décomposée comme suit :

- Le travail préparatoire au chantier de ces expositions dure en moyenne 2 à 3 semaines.
- Le chantier de montage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations de raccordement des alimentations électriques, du positionnement du matériel d'éclairage et de l'installation du matériel audiovisuel, dure en moyenne 3 semaines.
- Le chantier d'accrochage et d'installation des œuvres de ces expositions dure en moyenne 1 semaine. Il est suivi d'une période de 2 à 3 jours dédiée aux opérations de finitions (éclairage, peinture, signalétique directionnelle, etc.).

Pour les opérations de démontage des expositions présentées dans l'espace de la Mezzanine Marc Ladreit de Lacharrière, l'ensemble des prestations décrite dans l'article 9.1 sont réalisées sur une période de 1 semaine décomposée comme suit :

- Le chantier de démontage scénographique de ces expositions, incluant les opérations relatives aux travaux d'agencement et aux prestations désinstallation des alimentations électriques, du matériel d'éclairage du matériel audiovisuel, dure en moyenne 1 semaine.

10. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 2

Le lot 2 concerne les prestations de conception et dessin technique de pièces de mobilier scénographique des expositions temporaires. Cette prestation est commandée par le musée pour les expositions pour lesquels un marché de scénographie n'a pas été prévu.

Les titulaires du lot 2 réaliseront des propositions de dessins techniques de mobilier destiné à certains projets de moyenne envergure en Mezzanine Centrale, en Boîte Musique du Plateau des collections ou dans le Hall du musée, ou pour appuyer l'étude de certains projets scénographiques à caractère pérenne ou semi pérenne pour tous les espaces d'exposition du musée. Les titulaires réaliseront ces dessins techniques à partir d'une description des attentes de la maîtrise d'ouvrage quant à la forme et la fonction de la pièce de mobilier attendue, une enveloppe estimative du coût attendu pour la fabrication du mobilier, ainsi que la liste des œuvres ou du matériel électronique que le mobilier devra soutenir ou intégrer. Ces informations lui seront fournies par le chargé ou la chargée de production de l'exposition. Les dessins techniques devront être accompagnés d'une description précise de l'ouvrage à construire donnant les indications de dimensions, de technique et de matériaux à inclure dans le cahier des charges à fournir au prestataire chargé de la fabrication. Ils se rendront disponibles pour un aller-voir dans les espaces du musée destinés à accueillir la pièce de mobilier en question.

Outre la phase d'étude et conception précédemment décrite, les titulaires du lot 2 réaliseront également un suivi de la production du mobilier auprès du prestataire en charge de la fabrication afin d'apporter des précisions pour la bonne compréhension et la bonne exécution du dessin technique. Ils se rendront disponible à la livraison du mobilier dans l'espace du musée pour en attester la réception et contrôler qu'il correspond bien à la demande dont il aura assuré le dessin et la description.

10.1 Documentation technique fournie par les titulaires

Les titulaires du présent lot devront remettre des rendus sous forme de plans en format PDF ainsi que dans le format de travail du logiciel informatique utilisé pour la réalisation des dessins du plan (voir liste des logiciels ci-dessous), indiquant les cotes du mobilier et de toutes ses parties constitutives. Le rendu graphique pourra faire l'objet de modifications en cours de projet et de demandes de corrections, jusqu'à trois aller-retours. Les rendus devront être remis dans un délai maximal de deux semaines ouvrées après la remise, par le pouvoir adjudicateur, des informations citées ci-dessus (description de la forme et la fonction de la pièce de mobilier attendue, enveloppe estimative du coût de fabrication, liste des œuvres ou du matériel électronique que le mobilier devra soutenir ou intégrer).

10.2 Fournitures et matériel de travail

Les titulaires du présent lot devront être équipés des logiciels habituellement utilisés dans ce cadre tels que les logiciels: Sketch up, Autocad et Archicad. Cette liste n'est pas limitative. Les rendus sont attendus sous format PDF et Autocad a minima.

11. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU LOT 3

Face aux enjeux environnementaux et sociaux de notre siècle, le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage en faveur d'une transition écologique et solidaire et souhaite faire du développement durable un axe de son projet culturel.

Cet engagement s'appuie aussi sur l'article L541-1 du code de l'environnement stipulant qu'il est nécessaire « *dans un but de protection de l'environnement* », « *de donner la priorité à la prévention et à la réduction de la production de déchets, puis de mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets privilégiant la préparation en vue de la réutilisation et le recyclage par rapport aux autres formes de valorisation et à l'élimination* ».

Le lot 3 concerne les prestations d'assistance à la mise en place d'outils, d'opération ou de collecte d'information visant à intégrer une démarche de réduction de l'impact environnemental et d'économie circulaire dans l'organisation des expositions temporaires.

Il se décompose en quatre catégories de prestations :

- Missions de mise à jour de l'inventaire de mobilier scénographique pérenne réutilisable et de suivi du stock disponible auprès de la société de stockage ;
- Mission de recherche de débouchés pour le réemploi du mobilier scénographique des expositions
- Mission de collecte et mise en forme de données à destination d'outils de mesure de l'impact environnemental des expositions temporaires.

11.1 Mission de mise à jour de l'inventaire de mobilier scénographique pérenne réutilisable et de suivi du stock disponible auprès de la société de stockage

Dans le cadre de ces prestations, les titulaires seront sollicités pour :

- Assister le maître d'ouvrage dans la mise à jour de son inventaire de mobilier scénographique pérenne réutilisable. Le rendu final de la prestation se matérialisera par un tableau Excel, ou de tout autre format, répertoriant tous les mobiliers disponibles, leur emplacement ainsi que leurs dimensions. Il devra être remis dans un délai d'un mois après le lancement de la prestation, compris 3 aller-voir chez la société de stockage ;
- Le suivi du stock disponible auprès de la société en charge de stocker le matériel scénographique du musée. Un ou plusieurs déplacements dans les entrepôts de ladite société seront réalisés, ainsi que des réunions de travail ou des échanges concernant la mise en place d'une traçabilité à long terme via un système de code-barres. Le rendu devra être remis dans un délai maximal d'une semaine ouvrée après la remise des documents, compris 1 aller-voir chez la société de stockage.

Les titulaires du présent lot devront fournir des rendus, soit sous forme de mise à jour des documents du maître d'ouvrage soit sous forme de note ou rapport, en fonction de chacune des missions demandées et selon les délais indiqués pour chacune d'elle dans le BPU de ce lot.

S'agissant du lot n°2, le délai de remise du rendu est de deux semaines après la remise de documents par le musée du quai Branly – Jacques Chirac au titulaire.

11.2 Mission de recherche de débouchés pour le réemploi du mobilier scénographique des expositions

Le musée met en place des objectifs de réemploi du mobilier fabriqué pour ses expositions temporaires, exprimés en pourcentage de réemploi des unités de mobilier fabriquées. Pour ce faire, il veille à ce que les projets scénographiques conçus par le groupement scénographique de chaque projet d'exposition intègre une exigence d'écoconception et la possibilité d'un démontage propre.

Afin de garantir le respect de cette exigence de réemploi les sociétés en charge des travaux de montage scénographique du musée doivent trouver des débouchés auprès de divers acteurs et notamment des structures de l'économie sociale et solidaire et de l'économie circulaire qui ont des expertises portant sur plusieurs métiers relatifs au cycle de vie d'une exposition, tels que listés ci-dessous par ordre de priorité :

- Revalorisation des éléments scénographiques en cohérence avec la réglementation relative aux dons dans les organisations publiques,
- Curage, démontage propre,
- Collecte, transport,
- Fabrication, production de scénographie.

Cette exigence de réemploi s'applique également au mobilier scénographique pérenne réutilisable du musée. L'usure progressive de ce parc de matériel impose au musée de le renouveler régulièrement pour des raisons de sécurité et de facilité d'utilisation. Le renouvellement de ce parc amène le musée à chercher des débouchés de réemploi des pièces de mobilier usés qui pourrait faire l'objet d'une utilisation de plus longue durée non impactée par cette usure.

Dans le cadre de ces prestations, les titulaires seront sollicités pour :

- Mener un travail de suivi du mobilier scénographique ré-employable fabriqué à l'occasion de l'exposition, des fiches techniques des produits utilisés et des PV feu (tissus, bois) en lien avec la réglementation incendie afin de fournir un inventaire de ce mobilier ;
- Mener un travail de veille et de mise en relation des entreprises en charge des travaux scénographique de l'exposition avec des structures de l'économie sociale et solidaire et de l'économie circulaire en mesure de récupérer et de revaloriser ce mobilier, et ce dans le respect de la réglementation des dons des organisations publiques, et de l'utilisation de la plateforme prévue à cet effet ;
- Reporter et suivre tout au long de l'exposition l'évolution du réemploi prévisionnel de chaque pièce de mobilier inventoriée ;
- Mener un travail de veille et de mise en relation du musée avec d'autres structures et institution en mesure de revaloriser le mobilier scénographique pérenne réutilisable du musée après leur achat, leur don ou leur prêt selon le statut juridique et les besoins de la structure identifiée.

Les titulaires du présent lot devront fournir des rendus sous forme tableur, à partir des données fournies par la maîtrise d'ouvrage et mis à jour en fonction de l'évolution des débouchés des pièces de mobilier scénographique.

11.3 Mission de collecte et mise en forme de données à destination d'outils de mesure de l'impact environnemental des expositions temporaires

Le musée est amené à constituer des bilans réguliers de l'impact environnemental de ses expositions à partir des données fournies par les entreprises en charge des travaux scénographique et du scénographe de chaque projet d'exposition, telles que :

- Composition de la matière, dimension, épaisseur
- Poids, surface en m² ou cubage en m³

- Origine de la matière : neuf ou provenant déjà du réemploi / réutilisation (si oui depuis combien de temps est-il utilisé ?)
- Origine géographique
- Classement de résistance au feu

La compilation de ces données demande de procéder à l'analyse de divers documents archivés par le musée (cahier des charge, plans de scénographie, fiches techniques produits, PV feux, etc.) afin de les extraire et les comparer. Certaines données incomplètes demandent par ailleurs à rentrer en contact avec les prestataires en charge des travaux et le groupement scénographique des expositions afin de compléter et affiner les informations dont dispose le musée.

Dans le cadre de ces prestations, les titulaires seront sollicités pour analyser les documents fournis par la maîtrise d'ouvrage et en extraire et organiser les données utiles. Ils rentreront en contact avec les prestataires du musée pour obtenir toute information manquante.

Les titulaires du présent lot devront fournir des rendus sous forme tableur, à partir d'un modèle fourni par la maîtrise d'ouvrage selon la nature du bilan que qu'elle souhaite réaliser (bilan environnemental, bilan carbone, etc.).

12. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les documents, écrits, livrables et de manière générale, tout résultat des prestations réalisées et/ou livrées par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre (ou par le mandataire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant) sont l'objet de la présente cession de droits et sont ci-après, dénommés « Résultats ».

12.1 Droits de propriété intellectuelle sur les Résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI. Par dérogation à l'article 35.2 du CCAG-PI, la cession des droits se fait à titre exclusif, dans les conditions décrites ci-dessous.

L'ensemble des droits sur les Résultats sont cédés par le titulaire, au pouvoir adjudicateur qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire de l'accord-cadre puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Dispositions financières » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Cette cession est effectuée pour produire effet dans le monde entier, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats.

Le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux Résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement selon les conditions ci-dessous.

Les droits cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte à titre non commercial, ces droits pouvant faire l'objet de cessions à des tiers partenaires ou prestataires du pouvoir adjudicateur.

Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés.

Le droit de reproduction comporte notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour,

- le droit d'éditer ou de faire éditer tout ou partie des Résultats en vue de leur diffusion dans le monde entier sous la forme de photographies, diapositives, catalogues, agendas, anthologies, encyclopédies, ouvrages spécialisés, livres, périodiques, dépliants, affiches et cartes postales, jeux, documents de communication,
- le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

Le droit de représentation comporte notamment :

- le droit de communiquer au public tout ou partie des Résultats et/ou leurs adaptations, en tous pays, par voie d'expositions, de visites, d'ateliers et toutes formes de spectacles vivants par tous moyens notamment vente, location, prêt, dépôt, ou autre procédé de communication au public existant ou à venir,
- le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non, par voie de télédiffusion par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly - Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias... (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non,
- le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly - Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires
- le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des Résultats au pouvoir adjudicateur.

12.2 Garanties

Le titulaire garantit à l'Établissement public la jouissance entière et libre de toutes servitudes des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques. Il déclare notamment que les créations résultant du présent accord-cadre sont entièrement originales et ne contiennent aucun emprunt qui serait susceptible d'engager la responsabilité du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Si la réalisation d'une visite guidée, atelier ou animation culturelle consistant en la mise en pratique du scénario transmis par le musée du quai Branly - Jacques Chirac devait générer des droits d'interprétation, le titulaire garantit avoir obtenu les autorisations et avoir rémunéré les artistes interprètes conformément au code de la Propriété Intellectuelle et au code du travail.

Le titulaire est personnellement responsable tant vis à vis des tiers que du musée du quai Branly - Jacques Chirac, en cas de non observation de la présente clause. Il garantit le musée du quai Branly - Jacques

Chirac contre tout recours, réclamations, revendications, ou actions de toute personne ayant collaboré ou participé à la réalisation des prestations intellectuelles objet du présent accord-cadre.

A ce titre, le titulaire s'engage à assumer les conséquences financières de tout recours qui serait engagé à l'encontre du musée du quai Branly - Jacques Chirac et à faire toute diligence pour permettre une libre et complète exploitation des créations résultant du présent accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

12.3 Propriété des plans, études et éléments fournis par le pouvoir adjudicateur au titulaire

Les plans et documents techniques remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et doivent lui être restitués après exécution de l'accord-cadre.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, éléments remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, être utilisés par le titulaire de l'accord-cadre pour son propre usage, ni être copiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, le titulaire en avisera immédiatement le pouvoir adjudicateur.

12.4 Droit à l'image - captation d'activité

Dans le cas où des prises de vue photographiques et/ou des enregistrements sonores et/ou audiovisuels de l'intervenant du titulaire lors de la réalisation d'une activité seraient effectuées par le musée du quai Branly - Jacques Chirac, il est entendu que :

- Le titulaire fera signer et remettra au musée du quai Branly - Jacques Chirac l'autorisation d'exploitation de l'image et des propos de l'intervenant concerné par la captation dans le cadre de l'enregistrement sonore et/ou audiovisuel ;
- le produit de cette captation à des fins d'archivage, de documentation interne au musée, ou à tout autre usage non-commercial ne pourra donner lieu à aucune rémunération supplémentaire du titulaire ou de l'intervenant dont la réalisation a fait l'objet d'une captation ;
- le produit de cette captation à un usage commercial pourra donner lieu à rémunération supplémentaire du titulaire ou de l'intervenant dont la réalisation a été captée, selon des modalités à définir ultérieurement par contrat.

13. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCP commun.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

14. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

14.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

14.2 Conduite des opérations de l'accord-cadre

14.2.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

14.2.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

14.3 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

15. VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

L'admission est l'acte par lequel le musée du quai Branly – Jacques Chirac accepte, avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

15.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

15.2 Décision après vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet réalisées conformément aux articles 29.2 à 29.4 du CCAG-PI.

16. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

16.1 Dispositions générales

Les bons de commandes sont émis par la personne publique, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement de chaque lot.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi. Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel à la personne publique, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant de la personne publique a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de l'engagement juridique,
- la désignation des prestations,
- les prix unitaires, références des produits indiqués dans le BPU et les quantités à exécuter,
- le délai d'exécution des prestations,
- le montant total hors taxes,
- les taux et les montants de TVA applicables,
- le montant total TTC.

16.2 Mécanisme d'attribution des bons de commande

Les lots 1 et 3 du présent accord-cadre sont mono-attributaires.

Le lot 2 du présent accord-cadre est multi-attributaires.

A ce titre, une clé de répartition sera mise en place afin de garantir aux titulaires des lots concernés une répartition juste des commandes. En tout état de cause, l'attribution des commandes s'effectuera sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Cette clé de répartition prendra effet dès la notification de l'accord-cadre et s'appliquera sur toute sa durée.

Pour le lot 2, les commandes seront réparties **selon le mécanisme dit du « tour de rôle »**.

Cela signifie que le choix du titulaire s'effectuera par roulement, pour chaque bon de commande passé. Ce roulement trouvera à s'appliquer indépendamment du montant financier de la commande. L'ordre du tour de rôle sera déterminé par le classement des offres à l'issue de l'analyse de celles-ci.

Si le titulaire désigné n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, **il devra impérativement le justifier auprès de la personne publique**, qui s'adressera au titulaire suivant dans l'ordre déterminé à l'issue de l'analyse des offres, et le tour de rôle reprendra donc à partir du tour de ce dernier.

Le titulaire qui refuse l'exécution des prestations objet d'une commande encoure la pénalité à l'article 19 du présent CCPC.

A compter de 3 refus de commande dans les délais exigés, le musée se réserve le droit d'exclure le titulaire concerné de l'accord-cadre.

Par exception, la personne publique pourra s'adresser au même titulaire, sans respecter le tour de rôle mis en place, si pour une même prestation, il est nécessaire de passer des commandes supplémentaires.

17. DISPOSITIONS FINANCIERES

17.1 Contenu des prix des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils comprennent également les contraintes liées au fonctionnement du musée du quai Branly – Jacques Chirac, et notamment les contraintes d'accès et de stationnement, les heures d'accès aux locaux, la présence simultanée d'activités et/ou de travaux se déroulant sur les lieux.

17.2 Révision de prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

Le mois m0 est indiqué dans l'acte d'engagement de chaque accord-cadre.

Les prix unitaires sont fermes pour la première période d'exécution. Ils sont révisibles à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre concerné selon la formule suivante :

$$Pr = [Po \times (0,12 + 0,88 (Im/Io))].$$

Formule dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix initial du marché

Im : Valeur de la référence du mois de révision de prix

Io : Valeur de la référence du mois de remise des offre

"Im" étant la valeur de l'**index ING- ingénierie** (identifiant 001711010) du dernier indice connu à la date anniversaire de l'AC

"Io" la valeur de cet index correspondant au mois "m0".

Les indices renseignés ci-dessus, sont les derniers indices publiés sur le site www.insee.fr

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

17.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation de la personne publique.

Toutefois, pour chaque lot, le montant total de ces nouveaux prix HT, appelés additifs ne pourra pas dépasser 5% du montant maximum HT du lot concerné.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Pour chaque lot, cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum du lot concerné..

17.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

18. MODALITES DE REGLEMENT

18.1 Avance

En application des dispositions de l'article R 2191-3 et -4 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50.000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Dans les cas où elle n'est pas obligatoire, la possibilité de recourir à l'avance, sera précisée pour chaque bon de commande concerné.

Les modalités de calcul de l'avance et de récupération de celle-ci seront précisées pour chaque bon de commande concerné.

18.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés au titulaire aux quantités réellement effectuées, sous réserve de validation de service fait, entendu que la valeur des prestations réalisées représente le montant de l'acompte. Le détail de l'échéancier de paiement sera établi au moment de la contractualisation de la commande (bon de commande).

À la fin de la prestation, le titulaire transmettra une dernière facture faisant apparaître le montant du solde à payer. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent

accord-cadre, seront déduites par le musée du quai Branly – Jacques Chirac du montant total du solde, si elles n'ont pas été déjà déduites lors des versements précédents.

18.3 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense indiqué sur chaque bon de commande : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de l'engagement,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'accord-cadre.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

18.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la personne publique, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1^{er} jour de retard.

19. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

19.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu des livrables (documents, notes de calcul, échantillons, premiers de série etc...), feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté. Les délais de remise des livrables sont précisés dans le présent CCPC aux articles 10 et 11, correspondants à ces dits-documents.

19.2 Pénalité pour absence de réponse à une commande

Le refus de l'exécution des prestations objet d'une commande donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable.

19.3 Pénalités pour non-respect des documents contractuels

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

Ainsi, les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique ou le scénographe pourront faire l'objet d'une pénalité de 200 (deux cents) euros par absence non motivée.

19.4 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

19.5 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

20. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, au cours de l'accord-cadre et après mise en demeure restée infructueuse en cours d'exécution des prestations, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas été exécutées dans le délai fixé dans la lettre de mise en demeure.

21. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables.

22. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : marches-publics@quaibranly.fr

22.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

22.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

23. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En complément de l'article 5.2 du CCAG-PI, la personne publique et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement général sur la protection des données »).

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire, en tant que sous-traitant au sens du règlement européen précité, s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique, responsable de traitement, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

23.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

23.2 Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités d'exécution du présent accord-cadre ;

- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant au présent CCPC. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir la liste des personnes ayant accès aux données à caractère personnel et à la mettre à jour en cas de changement dans un délai maximum de sept (7) jours ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Respecter les conditions de sous-traitance définies ci-après :

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, dans le respect des articles 7.3 du présent CCPC, relatif à la sous-traitance.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par son sous-traitant de ses obligations.

23.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

23.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire concerné des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr.

23.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse suivante : cnil@quaibranly.fr . Cette notification est accompagnée

de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

23.6 Appui du titulaire auprès du responsable de traitement dans le cadre de ses obligations réglementaires

Le titulaire appui le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du présent contrat et, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

23.7 Mesures de sécurité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, accède à des données à caractère personnel, est tenu de prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles, afin de garantir la confidentialité et l'intégrité de ces données et, d'éviter, que ces informations ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Par conséquent, chaque titulaire s'interdit d'utiliser à quelque fin que soit, autre que pour la stricte exécution des prestations lui incombant au titre du présent accord-cadre, ces données.

23.8 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement général sur la protection des données.

A la date de signature du marché, le délégué à la protection des données de l'Etablissement est Nathalie TRZEWIK. Les coordonnées sont les suivantes : cnil@quaibranly.fr

23.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Dans certaines hypothèses mentionnées à l'article 3082 du règlement général sur la protection des données, chaque titulaire devra tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement.

23.10

Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

23.11

Opposabilité

La présente clause est opposable à compter de la date de notification du présent accord-cadre.

24. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-PI sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

25. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

26. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-PI sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

27. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le dernier article du présent CCPC ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-PI.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCPC.